

CSA Ministériel :

- mercredi 5 novembre 2025 -

BOYCOTT !

Le 21 octobre dernier, jour de l'incarcération de Nicolas SARKOZY à la maison d'arrêt de Paris-La-Santé, est un point de bascule dans le respect du principe de la séparation des pouvoirs. C'est aussi et surtout, un affront, une trahison du service public pénitentiaire et l'expression du mépris à l'égard des personnels pénitentiaires.

En effet, sans vergogne, des policiers de la garde rapprochée d'un ex président de la République, sont logés en détention, à deux pas de sa cellule, UNE HONTE NATIONALE !

Oui, vous avez bien lu : des officiers de police armés, au cœur d'une détention !

Un dispositif insensé, une folie sécuritaire, et surtout une humiliation sans précédent pour tout le corps pénitentiaire !

L'UNSa Justice et l'USM dénoncent fermement les propos injurieux, les attaques et les menaces de mort à l'encontre de personnels, qu'ils soient magistrats, fonctionnaires ou contractuels du ministère de la Justice. Si le droit de critiquer une décision de justice est légitime, porter atteinte aux personnels, c'est porter atteinte à l'État de droit, garant de nos libertés, du respect des personnes et des institutions.

L'UNSa Justice et l'USM exigent du garde des Sceaux qu'il occupe sa place avec impartialité, qu'il soit garant de l'autorité judiciaire et du respect des institutions au sein du ministère de la Justice.

L'UNSa Justice et l'USM exigent le retrait immédiat de tout dispositif dérogatoire, la fin de la présence armée en détention et le rétablissement du droit commun afin d'assurer la sécurité des personnels à la maison d'arrêt de Paris-La-Santé.

Pas de détention à deux vitesses ! Pas d'arme dans nos prisons ! Pas de mépris pour nos missions !

C'est donc dans un contexte inédit et inacceptable au sein de l'administration pénitentiaire que le garde des Sceaux convoque un CSA Ministériel ce mercredi 5 novembre 2025 avec à l'ordre du jour ses marottes : la création d'une direction générale de l'administration pénitentiaire, la création d'une inspection générale des services de l'administration pénitentiaire... Le tout, sans dialogue social, sans étude d'impact sérieuse, avec un rapport d'inspection tronqué et surtout à des années lumières de nos priorités et de celles des personnels, à savoir :

- Les milliers d'emplois vacants ;
- La surpopulation pénale explosive ;
- Le manque de moyens humains et matériels dans toutes les directions du ministère ;
- Le manque d'attractivité et de reconnaissance de nos métiers ;
- Les outils informatiques indécents qui génèrent des erreurs procédurales...

À chacun ses priorités, ses dossiers et ses principes !

Par conséquent, au regard de la volonté du garde des Sceaux de ne pas dialoguer, de ne pas répondre à nos demandes pour le moins explicites, dans un tel contexte, **l'UNSa Justice et l'USM** refusent de siéger à cette instance et ainsi, servir de caution à un ministre qui n'a jamais été autant en campagne que depuis qu'il a annoncé mettre en retrait ses ambitions personnelles.